



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du développement
local et de l'environnement
Bureau de l'environnement

**ARRÊTÉ du 27 JUIN 2024
mettant en demeure la SARL LAURIEN
La Bouzanne, AIGURANDE**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**LE PRÉFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'honneur**

- Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2012021-0006 du 21 janvier 2013 portant agrément pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage attribué à la société LAURIEN située au lieu-dit « La Bouzanne » sur la commune d'Aigurande ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 36-2019-02-04-002 du 4 février 2019 portant renouvellement de l'agrément à la société SARL LAURIEN pour l'exploitation d'un centre de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage « Centre VHU » et modifiant les prescriptions de fonctionnement ;
- Vu le rapport de l'inspectrice de l'environnement relatif à l'inspection menée le 14 mai 2024, transmis à la préfecture de l'Indre et à l'exploitant le 30 mai 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le courrier en date 5 juin 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai de quinze jours dont il dispose pour formuler ses observations ;
- Vu la notification du courrier susvisé en date du 7 juin 2024 ;
- Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 14 mai 2024, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- non-communication au préfet de son activité de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets (rubrique 2710 nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement),
- réception de véhicules hors d'usage provenant de départements non autorisés (Dordogne, Seine et Marne, Allier...) par l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2019,
- incomplétude du registre mentionné à l'article 44 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012,
- entreposage de batteries dans deux conteneurs spécifiques d'un volume unitaire d'environ 1 m³ non munis d'une rétention,
- absence de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement,
- absence de l'attestation d'aptitude mentionnée à l'article R. 543-106 du code de l'environnement ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 1.5.1. de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013, aux dispositions de l'article 3 et de l'annexe I.°1 et I.3° de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2019 et aux dispositions des articles 41.III et 44 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL LAURIEN de respecter les dispositions de l'article 1.5.1. de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013, les dispositions de l'article 3 et de l'annexe I.°1 et I.3° de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2019 et les dispositions des articles 41.III et 44 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure de respecter l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013

La SARL LAURIEN, exploitant un centre de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage « Centre VHU » au lieu-dit « La Bouzanne » sur la commune d'AIGURANDE, est mise en demeure de respecter les prescriptions réglementaires de l'article 1.5.1. de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2013, soit :

- ↳ en déposant un porter à la connaissance du préfet relatif à son activité de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets (rubrique 2710 nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) ;
- ↳ en cessant toute activité de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 (autorisation) et R. 512-46-25 (enregistrement) du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure, à **compter de la notification du présent arrêté**, sont les suivants :

- ↳ 15 jours pour faire connaître au préfet de l'Indre laquelle des deux options l'exploitant retient pour satisfaire à la mise en demeure ;

- ↳ dans le cas où l'exploitant opte pour la cessation de ses activités, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 ou au III de l'article R. 512-46-25 du même code;
- ↳ dans le cas où l'exploitant opte pour le dépôt d'un dossier à connaissance, ce dernier doit être déposé dans un délai de trois mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.).

Article 2 : Mise en demeure de respecter l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2019

La SARL LAURIEN, exploitant un centre de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage « Centre VHU » au lieu-dit « La Bouzanne » sur la commune d'AIGURANDE, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 3, de l'annexe I.°1 et de l'annexe I.3° de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2019 :

- ↳ en réceptionnant, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, exclusivement les véhicules hors d'usage provenant des départements de l'Indre, du Cher et de la Creuse (article 3) ;
- ↳ en disposant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, de l'attestation d'aptitude mentionnée à l'article R. 543-106 du code de l'environnement (annexe I.1°) ;
- ↳ en disposant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement (annexe I.3°).

Article 3 : Mise en demeure de respecter l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012

La SARL LAURIEN, exploitant un centre de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage « Centre VHU » au lieu-dit « La Bouzanne » sur la commune d'AIGURANDE, est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions réglementaires des articles 41.III et 44 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

- ↳ en entreposant les batteries stockées dans deux conteneurs spécifiques d'un volume unitaire d'environ 1 m³ sur rétention (article 41.III) ;
- ↳ en disposant d'un registre de police conforme (article 44).

Article 4 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la SARL LAURIEN.

Une copie en sera adressée :

- ↳ au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire ;
- ↳ au maire de la commune de AIGURANDE, pour information.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 8 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale,



Nadine CHAÏB